



CLAUDETTE Habesch

Présidente de Caritas Jérusalem

Palestine

Education, Formation professionnelle et Emploi

"Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire... L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre tous les groupes raciaux ou religieux..."

C'est ce qui a été universellement reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Par ailleurs, la Déclaration spécifie que l'éducation "*fournit une 'voix' pour réclamer et protéger les droits*", et ceux qui en sont privés ne disposent pas des capacités requises pour *fonctionner de manière efficace dans la vie*.

Merci. C'est pour moi un grand plaisir de me retrouver ici parmi vous. Mais c'est aussi un honneur et l'occasion de remercier la **Fundación Promoción Social de la Cultura**, Madame Pilar Lara et tous ceux qui travaillent à la Fondation, qui ont été très aimables et qui ont appuyé et accompagné Caritas Jérusalem pendant toute l'année dernière. Je ne vais pas commencer à les nommer par peur d'en oublier quelques-uns, mais sachez tous que vous êtes très importants pour nous, pour Caritas en Terre Sainte et pour le peuple palestinien. Grâce à votre appui et votre solidarité, vous nous avez aidés à jeter des ponts, à être des émissaires pour la paix et à adresser un message d'espoir de jours meilleurs en Terre Sainte, et c'est pourquoi je vous en remercie tous.

C'est un honneur de faire partie de cette table ronde qui me permettra de partager mes points de vue avec vous sur cet instrument puissant qui, par ailleurs, est un droit essentiel, fondamental. Même en se basant sur une prémisse assez simple, il est encore nécessaire de discuter cette question qui a une grande importance dans le monde et en particulier dans les pays en développement. Dans des situations de conflit, de guerre ou d'occupation, ce droit n'est pas un acquis et les personnes doivent lutter et surmonter de nombreux obstacles pour recevoir une éducation, ce qui est non seulement un droit mais aussi une nécessité et un instrument dans le monde actuel.

L'éducation va bien au-delà de la capacité de lire et écrire. Elle se convertit en un bloc fondamental de construction de la prospérité, de l'épanouissement, de la recherche de nouvelles aptitudes, d'accès à l'information et de construction de ponts d'entente. C'est un instrument efficace qui permet aux personnes de se convertir en émissaires pour la paix. Une personne sans éducation ne sera pas capable de connaître et de comprendre ses droits fondamentaux, et elle n'aura pas les capacités requises pour les exiger. Dans le contexte palestinien, le manque d'éducation adéquat entrave nos possibilités de réaliser des négociations de paix justes et équitables avec Israël.

Je suis palestinienne de Jérusalem. En 1948, les membres de ma famille et 750 000 palestiniens se convertirent en réfugiés, dépossédés de leurs biens et ils se dispersèrent dans le monde. Ma famille perdit tout ce qu'elle possédait, y compris la sécurité d'un foyer et un toit au-dessus de leurs têtes. Mon père, en tant que chef de famille, dut partir de zéro pour subvenir aux besoins de la famille, mais il joua également le rôle de psychologue, en nous aidant à affronter cette perte et le traumatisme conséquent, alors que c'étaient mes parents qui avaient le plus besoin d'aide. Comme c'était un homme instruit, il put aider sa famille à survivre avec dignité et, d'une certaine manière, à récupérer le sens de la paix et de la sécurité dans nos cœurs. Une des premières choses qu'il fit, fut de s'assurer que tous ses enfants puissent recevoir une éducation dans des institutions éducatives de renommée. Il était fermement convaincu que c'était le meilleur et l'investissement le plus important que l'on puisse faire.

L'éducation est un bien précieux que l'on ne peut dédaigner. Elle permet aux personnes de participer à la société afin de favoriser la croissance et le développement et d'être des membres actifs de leurs communautés.

La Palestine doit relever de grands défis dans le secteur de l'éducation, et surtout parce qu'il s'agit d'un pays vivant sous l'occupation israélienne.

- De 1967 à l'arrivée de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), l'investissement israélien en éducation primaire et secondaire s'est maintenu au second plan. Tandis qu'en Israël, des plans d'étude et des réformes étaient mis en oeuvre pour répondre aux demandes d'un monde de plus en plus grand, non seulement des efforts n'étaient pas investis dans le changement et la modernisation des plans d'étude palestiniens, mais encore l'enseignement de l'histoire palestinienne et sa lutte étaient interdits.
- Israël a le pouvoir absolu de fermer les écoles et en particulier, les universités comme l'Université Birzeit, si celles-ci font preuve de désobéissance civile ou d'activisme politique.
- L'accès à l'éducation à tous les niveaux, écoles, formation professionnelle, collèges, universités, est entièrement contrôlé par Israël. Le mur de séparation et les check-points israéliens contrôlent le mouvement des personnes et des biens palestiniens. De nombreuses histoires circulent entre les jeunes étudiants qui racontent comment ils sont humiliés à ces check-points et où on les effraye, uniquement dans le but de leur refuser le passage pour aller à l'école. L'entrée en Cisjordanie est interdite aux étudiants de Gaza pour faire des études supérieures. La dernière histoire mettant en évidence la privation de l'accès à un droit humain de base est celle de Berlanty Azzam, étudiante de l'Université de Bethléem. Berlanty est de Gaza. Elle réussit à obtenir une autorisation de sortie de Gaza pour assister à l'Université du Vatican, ce qui fut appuyé par tous les

étudiants. Depuis 2005, Berlanty n'a pas pu retourner à Gaza pour voir sa famille sachant pertinemment que si elle le fait, elle ne pourra pas repartir. A son retour de Ramallah à Bethléem, Berlanty, qui cette année obtient son diplôme de BA (Business Administration), a été détenue à un contrôle connu sous le nom de "conteneur" et déportée à Gaza. Il lui reste encore trois unités de valeur, ce qui représente seulement une année. Tous les efforts locaux et internationaux, ainsi que toutes les requêtes humanitaires afin qu'elle puisse repartir pour terminer ses études ont échoués. Sans aucune affiliation politique, activisme, ni casier judiciaire, Israël décida d'une manière unilatérale de ruiner l'avenir d'une jeune femme en quête d'un rêve et de vivre une vie "normale" sous l'occupation. A l'heure actuelle, elle ne dispose pas de moyens pour sortir de Gaza qui est assiégée par Israël. Le vice-président de l'Université de Bethléem, le Frère Jack Curran se lamente de la situation et affirme clairement que *"l'armée israélienne a interdit aux résidents palestiniens de Gaza d'étudier dans des universités palestiniennes en Cisjordanie"*.

- La détention et l'incarcération d'étudiants universitaires est une autre politique utilisée par Israël pour imposer son occupation, c'est-à-dire, en interdisant l'accès à l'éducation. A titre d'exemple, d'après la Campagne pour le droit à l'éducation de l'Université de Birzeit, 411 étudiants auraient été incarcérés depuis novembre 2003. Six d'entre eux sont présentement en détention administrative. C'est-à-dire que les personnes sont incarcérées sans charge, sur la base de preuves de l'intelligence israélienne que celle-ci partage avec le juge militaire mais pas avec le détenu ou son avocat. Les périodes de détention administrative sont de six mois renouvelables. Un autre exemple est celui de l'Université d'Hébron où 47 élèves et 3 professeurs se trouvent actuellement dans des prisons israéliennes.
- La destruction d'écoles et d'universités est aussi une pratique commune en Israël. Là encore, les incidents sont trop nombreux pour les énumérer, mais un exemple pourrait être celui du bombardement de l'école de la UNRWA à Gaza. Le siège de Gaza retarde également l'entrée de matériaux nécessaires à la reconstruction des écoles qui ont été détruites, et de fournitures scolaires. Christopher Gunness, porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), informait, début février 2009, que "deux cent vingt centres scolaires pour 200 000 enfants disposent seulement de quarante pour cent de leurs livres, parce qu'il nous est interdit d'entrer du papier et de la colle à Gaza".
- Un autre défi que doit relever l'ANP est celui du nombre de palestiniens de moins de 18 ans. D'après une dernière étude de l'Office Palestinien des Statistiques, à la veille de la Journée internationale des droits de l'enfant, 49,4% de la population a moins de 18 ans. Ces chiffres posent deux graves problèmes: la distribution de l'espace dans les classes pour 1 940 000 étudiants avec une éducation de qualité et la possibilité de leur offrir des chances de trouver un emploi après avoir obtenu leurs diplômes. Même en comptant sur l'appui et l'argent des donateurs, l'ANP doit travailler dur pour affecter le budget nécessaire à l'éducation à tous points de vue. Ce qui se convertit en même temps en un défi car les pays commencent maintenant à éprouver la fatigue du donateur, et ce principalement, à cause de la crise économique mondiale.
- Procurer une éducation de qualité dans les différents secteurs est encore un défi. Il est indispensable d'améliorer le système en dotant les étudiants des instruments nécessaires pour accéder au marché du travail et en leur donnant les

capacités requises pour rivaliser dans une économie fermée où les possibilités d'emploi sont faibles. Une manière de le faire serait d'inviter les personnes ayant une expérience internationale à passer un semestre ou un an dans des universités et des centres de formation, pour former des instructeurs locaux et des étudiants. Ce qui pourrait paraître facile à mettre en oeuvre si Israël ne contrôlait pas les visas de travail et les permis d'entrée de tous ceux souhaitant aller en Palestine et Israël, et ne s'abstenait pas de renouveler très souvent les permis au milieu du semestre. Le Département d'Anglais de l'Université arabe-américaine de Jénine a été pratiquement interrompu car il n'a pas pu embaucher d'enseignants de langue maternelle anglaise, Israël refusant de délivrer des permis de travail.

- Perte de revenus dans les universités locales d'étudiants internationaux intéressés à suivre des cours d'arabe et à étudier au Moyen-Orient, mais se trouvant dans l'impossibilité d'obtenir les permis et les visas correspondants du gouvernement israélien pour entrer dans le pays. D'après l'Université Birzeit, "au cours de l'année scolaire 2006-2007, 13 étudiants du Programme d'études arabes et palestiniennes (PAS) se sont vus refuser l'admission ou la réadmission pour poursuivre leurs études. Cela menace la langue arabe et le programme culturel, puisque le programme est entièrement autosuffisant et dépend donc de l'accès des étudiants étrangers à l'université".

Comme il a été indiqué précédemment, l'éducation est responsable de préparer les étudiants à leur entrée dans le monde du travail et de rivaliser pour un poste de travail. Malheureusement, les palestiniens doivent lutter dans une économie fermée, dans une économie qui fonctionne sous le harcèlement. Les possibilités d'embauche pour les jeunes diplômés dans les secteurs privé et public sont limitées. Sans une libre circulation des personnes et des marchandises, et la fin de l'occupation, toute croissance de l'économie est impossible. L'ancien ministre palestinien de l'économie, Bassim Khoury, a dit que l'avenir économique de la Palestine est sombre et que la croissance économique obtenue est trompeuse. Il a ajouté que les chiffres ne représentent pas une croissance basée sur des activités économiques, mais sur l'aide reçue de l'ANP pour appuyer son budget et sur l'aide supplémentaire apportée par les ONG.

Dans notre cas et, malheureusement, il en est ainsi, l'éducation se convertit en une arme à double tranchant. Nous investissons dans nos jeunes en essayant de leur donner le meilleur en dépit de nos ressources limitées, des difficultés et des obstacles, mais après ils ne peuvent pas trouver de travail dans notre économie. Ces jeunes optent pour chercher du travail ailleurs, principalement dans les pays du Golfe, en laissant derrière eux une population peu formée et des ouvriers non qualifiés, en volant au pays sa jeunesse. L'importance de compter sur ce groupe de personnes cultes et intellectuelles ne réside non seulement sur le besoin de miser sur des membres économiquement actifs de la société mais aussi parce qu'ils représentent l'avenir du pays et qu'ils constituent un partenaire fiable pour les négociations de paix avec les israéliens. Grâce à l'éducation, la compréhension remplace l'ignorance et ouvre ainsi des voies de véritable tolérance et réconciliation. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous serons capables de discuter une paix authentique basée sur la justice.